



PREFECTURE DES DEUX-SEVRES

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

Bureau des élections et de l'Administration générale
N°2009-1510-0037

ARRETE

relatif à l'autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception
par la S.A. Carrière de LUCHE
pour le site « La Morinerie »
sur les communes de Luché-Thouarsais et Coulonges-Thouarsais

La Préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Défense notamment les articles L2353-11 et L2353-12 ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée ;

VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié, complétant le règlement général des industries extractives ;

VU le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 modifié, relatif au marquage, à l'acquisition, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs ;

VU le décret n° 90-153 du 16 février 1990 modifié, portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 janvier 2009 nommant Mme Christiane BARRET, Préfète des Deux-Sèvres ;

VU le décret du Président de la République du 19 septembre 2008 nommant M. Jean-Jacques BOYER, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2009 conférant délégation de signature à M. Jean-Jacques BOYER, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4151 du 17 février 2004 relatif à l'autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sise au lieu-dit « La Morinerie » sur les communes de Luché-Thoursais et Coulonges-Thoursais ;

VU la demande présentée le 03 avril 2009 par M. Bruno FARDOIT Directeur de carrière auprès de la S.A. Carrière de Luché dont le siège social est à Luché-Thoursais au lieu-dit « La Ménardière », en vue d'être autorisé à utiliser des produits explosifs dès réception sur les communes de Luché-Thoursais et Coulonges-Thoursais au lieu dit «La Morinerie » ;

VU l'avis du 13 octobre 2009 de l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Chef de la Subdivision des Deux-Sèvres ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE :

Article 1^{er} : La S. A. Carrière de Luché est autorisée à utiliser des produits explosifs dès réception dans la carrière qu'elle exploite à ciel ouvert au lieu-dit « La Morinerie », sur les communes de Luché-Thoursais et Coulonges-Thoursais, pour son activité principale d'abattage de matériaux.

Article 2 : La personne physique responsable de l'utilisation des explosifs au titre de la présente autorisation est :

- Monsieur Bruno FARDOIT.

La présente autorisation n'est valable qu'autant que cette personne nommément désignée assurera cette responsabilité.

Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

Article 3 : La fréquence de livraison sera de trois livraisons par semaine maximum et de 12 tirs par mois maximum.

La quantité maximale de produits explosifs, que l'exploitant de la carrière est autorisé à recevoir est de :

**10 tonnes d'explosifs de classe 1.1D par livraison,
600 tonnes d'explosifs par an,
200 artifices de classe 1.1B et 1.4S.**

Article 4 : Les produits explosifs seront pris en charge par l'exploitant de la carrière visée à l'article 1er directement sur le lieu d'utilisation.

Les transports et livraisons des produits explosifs seront assurés par l'une des trois sociétés suivantes :

- ❖ Sociétés E. S. A. (Explosifs Sèvres Atlantique) sise à Thénézay,
 - ❖ TITANOBEL sise à Pontailier sur Saône,
 - ❖ Nito-Bickford sise à Paris,
- à partir de son dépôt le plus proche.

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et sera effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

Article 5 : Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire sera responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation et la protection des produits contre le vol. Il veillera notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence.

Article 6 : Les produits explosifs devront être utilisés au cours de la période journalière d'activité.

Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été utilisés en totalité au cours de cette période, les produits non consommés seront repris par la société désignée par l'exploitant.

Si cet acheminement s'avère impossible, l'utilisateur devra en aviser sans délai les services de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la conservation et la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés devra intervenir dans les trois jours.

Article 7 : Les produits explosifs devront être utilisés conformément d'une part, aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes et, d'autre part, aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 8 : L'utilisateur devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs sur lequel seront précisés le ou les fournisseurs, l'origine des envois, leurs modalités, l'usage auquel les explosifs sont destinés, les renseignements utiles en matière d'identification, les quantités maximales à utiliser dans une même journée, les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation, les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci. Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il doit être conservé pendant cinq ans.

Article 9 : La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés dans les 24 heures à la gendarmerie.

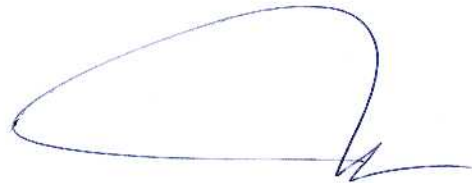
Article 10 : Sous réserve de l'application de l'article 2 ci-dessus, la présente autorisation est valable pour une période de **cinq ans** à compter de la date de la signature du présent arrêté, sous réserve du renouvellement annuel du certificat d'acquisition prévu par l'article 4 du décret n° 81-972 susvisé.

Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure, ni préavis, en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

Article 11 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Sous-Préfète de Bressuire, les Maires de Luché-Thouarsais et Coulonges-Thouarsais, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines - Chef de la Subdivision des Deux-Sèvres, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale des Deux-Sèvres sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général Commandant la région terre Sud-Ouest, au Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et à M. Bruno FARDOIT Directeur de carrière auprès de la S.A. Carrière de Luché à Luché-Thouarsais.

NIORT, le 14 octobre 2009

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean-Jacques BOYER.